



UN CONCEPT PRESQUE PARFAIT



LES TÉLÉVISIONS
QUÉBÉCOISES ENVAHIES
PAR DE LUCRATIFS
« REMAKES ». P.9

UQAM

Extinction de voix pour des étudiants québécois. P.3

Société

Les vigneronns du Québec voient rouge. P.7

OQAM

Optique
du Québec À Montréal

Spécial UQAM
Monture à 1/2 prix

Vos opticiennes aux portes de l'université

www.oqam.com — 375, Ste-Catherine Est (coin St-Denis) — 514-982-0775



Déconnectée

«L'abonnée que vous tentez de joindre ne peut vous répondre en ce moment. Veuillez réessayer en 2013.»

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a coupé la ligne de communication entre son ministère et le public. Vous protestez contre la hausse des frais de scolarité? Mauvais numéro. Vous refusez que le financement des établissements scolaires soit conditionnel à une quelconque évaluation de la performance? Rappelez plus tard. Vous souhaitez qu'on prenne le temps de réfléchir avant de mettre la hache dans les commissions scolaires? La ligne est occupée.

Oui, il semble bien que la ministre soit complètement indifférente aux protestations des citoyens, qu'elles soient diffusées sur Facebook, Twitter ou toute autre plateforme. Mais n'allez pas la blâmer, la pauvre! Elle ne fait pas la sourde oreille; elle ne sait tout simplement pas ce qui se passe sur les réseaux sociaux. En effet, voyez-vous, Line Beauchamp ne croit pas à la technologie.

Ne riez pas! Elle a confirmé la chose la semaine dernière: les étudiants n'ont pas besoin d'un ordinateur pour étudier. C'est cette conclusion qui l'a poussée à abolir le programme qui permettait aux étudiants d'obtenir un prêt de 2000 \$ à 3000 \$ pour acheter un ordinateur, sans avoir à payer d'intérêts avant la fin de leurs études. Dès 2012, cette mesure sera remplacée par une allocation de 150 \$ par session.

Or, si elle a mis les pieds dans une boutique informatique récemment, la ministre doit savoir que 150 \$ n'ont pas beaucoup de valeur dans ces palaces de la haute technologie. Les étudiants qui souhaitent se procurer un ordinateur dès le début de leur baccalauréat devront contracter une dette auprès d'une institution financière. Mais la ministre a promis de limiter l'endettement étudiant; elle n'obligerait jamais les universitaires à payer des intérêts élevés pour acquérir un outil qui simplifierait leurs études! Par ailleurs, si elle croyait

qu'internet est un outil indispensable lorsqu'on poursuit des études universitaires, les frais d'abonnement à ce service seraient inclus dans la somme allouée au matériel scolaire. Ce qui – comme il a déjà été mentionné dans ces lignes – n'est pas le cas à l'heure actuelle, malgré les demandes répétées des associations étudiantes.

J'en déduis donc que, loin d'être de mauvaise foi, Line Beauchamp ne croit pas à la technologie.

Faire les maths

Quand on y pense, ce n'est pas surprenant. C'est symptomatique d'une ministre complètement déconnectée. Une ministre qui «bonifie» le programme d'Aide financière aux études, tout en cautionnant son calcul caduc. Et qui, en plus, refile la facture de ce coup de pub politique aux étudiants eux-mêmes. Cette semaine, la Fédération étudiante universitaire du Québec publiait une note d'information expliquant que les étudiants assumeront, en vertu de l'augmentation des frais de scolarité, près de 98% de la «bonification» du programme prévue dans le dernier budget.

Je n'ai jamais eu la bosse des maths. Mais il me semble qu'il y a quelque chose de paradoxal dans le fait de majorer les frais de scolarité – et donc de réduire la capacité de payer des étudiants – pour ensuite réinvestir cet argent dans un système censé les aider à payer. Vous pouvez toujours appeler la ministre pour lui poser la question. Mais attention! Québec, c'est un appel interurbain.

Émilie Clavel
Rédactrice en chef
redacteur.campus@uqam.ca

Reprise de concepts étrangers à la télévision

En zappant frénétiquement d'une chaîne à l'autre, l'impression que la télévision diffuse les créations et la diversité d'ici est illusoire. Le contenu est bien souvent emprunté à d'autres pays et adapté à la sauce québécoise. Portait d'un petit écran d'occasion en perte d'originalité.

UQAM ↗

Représentativité estudiantine dans les Conseils d'administration
Les étudiants ont de moins en moins de poids au Conseil d'administration de certaines universités. Lorsque la direction fait d'un projet son cheval de bataille, elle sait qu'elle dispose des munitions pour forcer les membres étudiants à rendre les armes.

Société ↗

Manque de promotion de l'industrie vinicole québécoise
C'est bien connu: les Québécois trinquent. Mais c'est souvent à la santé économique des Français que nous levons notre verre. Pour sauver son monopole, la Société des alcools du Québec privilégie les vins français au détriment des vignes d'ici.

Culture ↗

Le tatouage, forme d'art
Impossible de ne pas se faire remarquer en étant couverts de tatouages de la tête aux pieds. Les rues de Montréal se transforment en musée où déambulent des œuvres d'art.

WWW.MONTREALCAMPUS.CA
TÉLÉPHONE: 514-987-7018

L'instance décisionnelle de *Montréal Campus* est la société des rédacteurs (SDR). Pour en faire partie, il faut avoir collaboré à trois numéros ou être membre du personnel régulier.

Volume XXXII, numéro 5 / 26 octobre 2011
RÉDACTEUR EN CHEF / Émilie Clavel - CHEFS DE PUPITRE / UQAM / Amaud Stopa - SOCIÉTÉ / Charles-Éric Blais-Poulin - CULTURE / Florence Sara G. Ferraris - WEB / Williams Fonseca-Baeta - STAGIAIRES / Philippe Lépine + Catherine Lévesque - GRAPHISME DE LA UNE / Gabriel Pelletier / CONTRÔLEUSE FINANCIÈRE / Jessica Pomerleau - DISTRIBUTION / Rémi Plourde - GRAPHISME ET MONTAGE / Fleur de lysée design graphique - CORRECTION / Denis Desjardins - ILLUSTRATION DE LA UNE / Dominique Morin - PHOTOGRAPHIE / Alexandra Gendron + Raphaëlle Bonin - IMPRESSION / Payette et Simms - Ont collaboré à ce numéro / Étienne Dupuis + Karianne Bourassa + Mickaël Poirier Martin + Sandrine Champigny + Laura Pelletier B + Thomas Dupont-Buist.

PUBLICITÉ / Rémi Plourde: 514 987-7018
publicite.campus@uqam.ca

Prochaine parution: 9 novembre 2011

Dépot Légal: Bibliothèque nationale du Québec - Bibliothèque nationale du Canada
Montréal Campus est publié par les éditions Montréal Camping Inc.
C.P. 8888 succ. Centre-Ville, Montréal (QUEBEC) H3C 3P8
Téléphone: 514 987-7018 / Télécopieur: 514 987-0391
Courriel: redacteur.campus@uqam.ca / Internet: www.montrealcampus.ca

Toutes les personnes intéressées à participer à la production du journal *Montréal Campus* sont invitées à se présenter au local du journal (V-1380), au pavillon V, 209 rue Sainte-Catherine Est, ou encore à se manifester par téléphone au 514 987 7018.

Montréal Campus est à la recherche de... stagiaires

Le journal étudiant de l'UQAM offre un stage en journalisme écrit à l'hiver 2012. De janvier à avril, les candidats retenus se verront offrir une formation à l'écriture journalistique dans un média universitaire jouissant d'une excellente réputation dans le milieu des médias québécois. Le stage du *Montréal Campus* est rémunéré et reconnu par l'École des médias de l'UQAM.

Les candidats doivent soumettre un dossier de candidature comprenant: un CV, une lettre de motivation, ainsi qu'un article pouvant être publié dans le premier numéro d'hiver du *Montréal Campus*. Il est donc important de nous contacter d'avance afin de nous soumettre vos idées d'articles. Les dossiers de candidatures devront être reçus avant le 14 décembre 2011.



Faites nous parvenir vos dossiers par courriel: redacteur.campus@uqam.ca ou en personne au local V-1380, 209 Sainte-Catherine, E.



Toute la technologie à votre service
Tous les services au même endroit

CHD
CENTRE DENTAIRE
DE
HAUTE TECHNOLOGIE
DU QUÉBEC
Dre Joëlle Marcil
Chirurgien Dentiste
Dre Roxane Katiya
Chirurgien Dentiste

URGENCE 514.524.6848

1823, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec)
www.centredentairedehautetechnologie.com

Orthodontie invisible - Invisalign

Membres de l'A.S.E.Q.

📍 Métro Papineau
📍 Métro Sherbrooke
📍 45 coin Sherbrooke
📍 24 est coin Papineau
Ligne verte
Ligne orange



Librairie Marché du livre

À deux pas de la Grande Bibliothèque
801, de Maisonneuve Est
(angle Saint-Hubert, métro Berri-UQAM)
Montréal QC H2L 1Y7

514 288-4350

marchedulivre.qc.ca
librairie agréée

Littérature - Art - Référence - Nouveauté

**Plus de 10 000
bandes dessinées en librairie**

OUVERT 7 JOURS DE 10H À 21H

**Livre, bande dessinée,
disque, CD + DVD
d'occasion**



**La BOUQUINERIE
du plateau**

799, avenue du Mont-Royal Est
(angle Saint-Hubert)
Montréal QC H2J 1W9

514 523-5628



Représentativité étudiante dans les Conseils d'administration

Désavantage numérique

Philippe Lépine

Les étudiants ont de moins en moins de poids au Conseil d'administration de certaines universités. Lorsque la direction fait d'un projet son cheval de bataille, elle sait qu'elle dispose des munitions pour forcer les membres étudiants à rendre les armes.

Trois des quatre représentants étudiants du premier cycle au Conseil d'administration (CA) de l'Université Concordia seront évincés, dès juillet 2012, de la table décisionnelle de ce sanctuaire du savoir. Une décision pourfendue par les associations étudiantes, qui craignent que d'autres universités ne lui emboîtent le pas.

Pour la première fois depuis le début du mandat de Cameron Mongale en tant que membre étudiant du CA de Concordia, le Conseil a procédé à un vote secret à la suite d'un décret posé par son président, Peter Kruyt. Et quand est venu le temps de s'exprimer sur les changements qui allaient s'effectuer, le président a interrompu la discussion après quelques minutes. «Il n'y avait plus moyen de revenir en arrière. C'était déjà coulé dans le béton», s'exaspère Cameron Mongale. Il devient alors difficile de manifester devant le fait accompli, juge-t-il.

Du côté de l'institution, on assure que la décision a été prise à la suite d'une étude approfondie. Selon la porte-parole de l'Université, Christine Mota, la réforme a été encouragée par le projet de loi 38 sur la gouvernance des universités, déposé par le gouvernement libéral en 2009. Le projet, mis de côté pendant plusieurs mois à

cause d'une forte contestation étudiante, a été réinscrit à la 39^e législature le 24 février dernier. L'Université s'est également basée sur le rapport Shapiro, produit par un comité d'experts indépendants mandatés par la direction pour examiner la stratégie de gouvernance. «La restructuration semblait inévitable, affirme la directrice des communications. Le processus avait été entamé bien avant le projet de loi. Ce dernier est seulement venu confirmer nos intentions.»

Les Concordiens disposeront donc de 7 à 8% des voix et les participants extérieurs de 60%, comme le

Quand est venu le temps de s'exprimer sur les changements qui allaient s'effectuer, le président a interrompu la discussion après quelques minutes. «Il n'y avait plus moyen de revenir en arrière. C'était déjà coulé dans le béton.»

- Cameron Mongale, représentant étudiant au conseil d'administration de Concordia

recommande le projet de loi. Comme le nombre de sièges passera de 41 à 25, d'autres membres universitaires perdront également leurs délégués. «L'administration tient compte de l'insatisfaction des étudiants, mais le CA

avait besoin d'une réforme», affirme Christine Mota. Lors de la réunion du 28 septembre dernier, le conseil a cependant envisagé de permettre à un étudiant supplémentaire de se joindre au CA afin de conserver une certaine représentativité, sans toutefois lui accorder de droit de vote.

Les membres étudiants des CA d'autres universités québécoises et canadiennes montrent du doigt l'initiative cavalière de Concordia. «Il s'agit d'une grave atteinte à la collégialité. Ce ne peut être qu'un recul», croit l'un des deux représentants étudiants à l'UQAM, Samuel Ragot. Il estime par ailleurs que les associations étudian-

tes concordiennes ne sont pas assez aguerries pour se défendre. Concordia n'est cependant pas la seule université à clouer le bec des étudiants à la plus haute instance décisionnelle. Depuis juin, les deux

représentants étudiants au CA de l'Université de Sherbrooke n'ont plus droit de voter sur les questions touchant les

«L'administration tient compte de l'insatisfaction des étudiants, mais le CA avait besoin d'une réforme.»

- Christine Mota, porte-parole de l'Université Concordia

frais de scolarité. Ils peuvent seulement tenter d'influencer le comité. Des deux représentants, seul David Maurice s'est opposé à cette nouvelle résolution. Il se dit mitigé dans cette affaire. Il convient que ce soit désolant pour la communauté étudiante, mais estime que la décision respecte une certaine éthique et égalité. En effet, les membres internes doivent quant à eux se retirer lorsqu'il est question de salaires, par exemple. «Si l'UQAM va de l'avant avec un tel projet, elle risque de s'exposer à des représailles», prétend Jean-François Meilleur, également membre étudiant du CA de l'UQAM. Mais le recteur Claude Corbo a assuré que ça ne faisait pas partie des intentions de l'Université.»

En voie d'extinction

La plupart des universités québécoises ne disposent que de deux ou trois représentants au CA pour des milliers d'étudiants. La même situation s'applique à l'University of British Columbia,

à l'Université d'Ottawa en Ontario et à l'Athabasca University en Alberta. À l'University of Manitoba, la

situation est plus reluisante, car le nombre varie de trois à cinq représentants. Tous les membres estudiantins au CA conviennent néanmoins que le nombre minimum tolérable de représentants est de deux. Tous se battent en vain pour en obtenir davantage. Seules les universités albertaises ont entamé, en collaboration avec le gouvernement de la province, des procédures pour augmenter

le nombre d'étudiants au sein des CA. Plusieurs jugent toutefois que la représentativité ne se mesure pas en nombre de sièges, mais en fonction de la compétence de ceux qui s'acquittent de la tâche.

Certains étudiants considèrent que les institutions négligent le point de vue estudiantin. «Les opinions de "petits jeunes" peuvent être jugées moins importantes devant des gens jouissant d'une grande notoriété», estime l'étudiant de l'Université du Québec à Rimouski François Thibault. La présence d'étudiants ne sert parfois qu'à donner plus de légitimité à une décision prise unilatéralement par l'administration. «Lorsque les dés sont jetés, il est difficile de revenir en arrière», juge David Maurice, de l'Université de Sherbrooke. ◀

Matière grise à vendre

À la suite du scandale de l'Îlot voyageur, le gouvernement libéral du Québec a souhaité améliorer le bilan financier des universités. Il a alors proposé le projet de loi 38 sur la gouvernance universitaire, afin que l'administration des hauts lieux du savoir soit assurée par deux tiers de membres externes spécialistes de la gestion.

Depuis, plusieurs étudiants dénoncent l'administration mercantile du savoir. «Les membres externes représentent seulement les intérêts commerciaux et ont l'œil sur les colonnes de chiffres», accuse Samuel Ragot. Une tendance relevée également par le responsable à la coordination de l'Association facultaire étudiante des langues et communication de l'UQAM, Philippe P. Bellemare. «On parle désormais en langage économique. On prononce droits de scolarité au lieu de frais de scolarité. On ne dit plus une communauté étudiante, mais plutôt une clientèle.»



Abonnement de soutien à Montréal Campus

Envoyez vos dons à :

Montréal Campus, C.P. 8888, succ. Centre-Ville, Montréal, H3C 3P8 ou déposez-les en personne au local V-1380 (209 Ste.-Catherine Est)

Oui, je soutiens, financièrement le journal Montréal Campus pour la somme de _____ \$

Nom _____

Adresse électronique _____

Je voudrais recevoir la version numérique à l'adresse ci-dessus

Je continue à le prendre en présentoir

Recrutement des professeurs à l'UQAM

La pêche aux profs

Étienne Dupuis

Avec le départ à la retraite de nombreux professeurs et la compétition féroce pour appâter les cerveaux dans la force de l'âge, l'UQAM peine à combler tous les postes créés depuis 2009.

À l'hiver 2009, au terme d'une grève de sept semaines, le Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) réussissait à convaincre la direction de créer 145 nouveaux postes avant la fin de 2014. Presque deux ans plus tard, les babillards affichant les offres d'emplois débordent, faute de candidats répon-

La compétition entre les universités pour recruter des professeurs explique également la difficulté à pourvoir les postes. «Il arrive fréquemment que les institutions universitaires fassent du maraudage et tentent de recruter des jeunes professeurs prometteurs que nous employons, admet la directrice du personnel enseignant. Ils peuvent leur offrir

Manque de relève

Pour Jean-Yves Filbien, professeur au département de finance de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, le salaire n'est souvent pas ce qui hameçonne les spécialistes dans les institutions universitaires. «C'est un travail stimulant et beaucoup plus varié que ce que l'on peut retrouver dans le secteur privé», lance-t-il. L'ancien premier ministre du Québec et professeur au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, Bernard Landry, abonde dans le même sens. Pour lui, l'enseignement supérieur était un passage obligé à la suite de sa carrière politique. «J'ai pensé que c'était un devoir pour moi de transmettre mes connaissances pratiques à la jeunesse», s'enorgueillit-il. Il n'en demeure pas moins que l'atonie avec laquelle les postes se comblerent à des répercussions sur certains domaines d'études. Jean-Marie Lafortune, 3^e vice-président du SPUQ, affirmait à *Montréal Campus*, en février dernier, que «l'embauche de

remplacer par des chargés de cours. «Sans professeur, on ne peut continuer à développer un secteur et faire de la recherche, précise la directrice du personnel enseignant; un chargé de cours peut enseigner, mais il ne nous permettra pas de développer un créneau important pour l'Université.»

L'UQAM tente de trouver des moyens pour que l'affichage des postes soit vu par une plus grande partie de la population. «En faisant un sondage auprès des nouveaux professeurs, on s'est rendu compte que le site internet est beaucoup visité et que c'est de cette façon qu'on rejoint le plus de gens», note Josée Dumoulin. L'Université compte également se servir de la vitrine offerte par les réseaux sociaux dans les prochaines années pour pouvoir toucher un plus grand nombre de personnes. «Mais pour la majorité des postes, c'est toujours le bouche à oreille qui fonctionne le mieux. Les professeurs travaillent dans leur milieu, ils connaissent plusieurs experts et leur par-

«On a des moyens, mais d'autres universités, comme McGill, disposent davantage de fonds externes.»

- Josée Dumoulin, directrice du Service du personnel enseignant

dant aux critères d'embauche sévères de l'institution. La convention collective des enseignants promet l'ouverture de 25 postes par année sur une période de cinq ans. Le nombre de candidats recherchés ne cesse pourtant d'augmenter chaque année. De 69 postes à pourvoir en 2009, le nombre est passé à 71 l'an dernier et vient de grimper à 78. «Pour combler un poste, à l'heure actuelle, on peut compter jusqu'à deux ans», mentionne la directrice du Service du personnel enseignant de l'UQAM, Josée Dumoulin. Elle ne considère pas que ce délai est alarmant, compte tenu de la spécificité de certains emplois. Le niveau de scolarité élevé demandé pour certains postes peut également expliquer le chétif nombre d'aspirants. «Le bassin de gens qui détiennent un doctorat est assez restreint», confirme-t-elle.

une chaire dans un centre de recherche, par exemple». L'UQAM n'a pas toujours les moyens de concurrencer les grosses pointures du réseau universitaire. «On a des moyens, mais d'autres universités, comme McGill, disposent davantage de fonds externes», ajoute Josée Dumoulin. La convention collective des enseignants permet aux facultés de l'Université du peuple, qui recrutent elles-mêmes leur personnel enseignant, d'offrir des primes de marché pour attirer les gros poissons. Elles peuvent s'élever à 20% du salaire de l'enseignant, jusqu'à un maximum de 1% de la masse salariale. Mais ces bonis à l'embauche sont bien loin de concurrencer ceux que peut offrir le secteur privé, d'où provient une bonne partie des professeurs universitaires.

«J'ai pensé que c'était un devoir pour moi de transmettre mes connaissances pratiques à la jeunesse.»

- Bernard Landry, ancien premier ministre du Québec

nouveaux professeurs favorisera le développement des cycles d'études supérieures». L'incapacité de trouver une relève pour certains professeurs qui partent à la retraite peut avoir l'effet inverse. Et pas question de tous les

lent de la possibilité de venir enseigner à l'UQAM. C'est de cette façon que l'institution a mis le grappin sur Bernard Landry. L'Université du peuple devra bien mener sa barque pour continuer à pêcher de telles prises. ◀

Îlot Voyageur bâche-ing

Le 18 octobre dernier, le feuilleton de l'Îlot Voyageur a connu un nouveau rebondissement. La Société immobilière du Québec, propriétaire du bâtiment, et le Conseil du Trésor, chargé du devenir du site, ont décidé de placer une bâche autour des étages non finis. Une coquetterie à 60 889 \$, passée quasi inaperçue dans les médias, mais qui ravira les citadins, lassés de la laideur de l'édifice. Une bâche qui sera mise en place début novembre et qui résonne comme autre chose. Berlin avait son mur, Montréal aura sa bâche.

La comparaison paraît extrême, mais la symbolique que revêtent ces deux événements est la même: cacher une réalité vile et honteuse. Une réalité issue de la mégalomanie d'un homme corrompu, qui amena l'Université du peuple aux portes de la misère, et dont plus personne ne souhaite porter l'héritage. Aujourd'hui, on va draper un immeuble comme on a construit le mur, pour voiler la face à ce qui se passe de l'autre côté, pour se dire que notre monde est bien meilleur sans l'arrière-mur, où l'on ne sait rien de la vérité qui s'y opère. Un cache-misère aux relents de devoir de l'oubli, afin que personne n'aille le déterrer.

Car voilà tout l'enjeu de cette installation: faire oublier les turpitudes de ce béton désarmé par les scandales de sa fabrication. Une somme de 510 M\$ transformée en un tas de fissures et abris à mouettes, qui jure avec l'architecture environnante, qui a fait mal à l'UQAM, qui a fait couler beaucoup d'encre et qui finalement est resté comme une plaie ouverte en plein cœur de la ville. Mais cette bâche teinte de briques rouges et de vitres opaques, calquée sur ce que le bâtiment aurait dû être une fois achevé, va être le pansement à la plaie, nous dit-on du côté du gouvernement et de son agence. Il ne faut pas se leurrer pour constater que cette opération va suspendre tout projet de développement.

La Société Immobilière du Québec a rendu un rapport en mai dernier au Conseil du Trésor sur les solutions possibles à la finition des travaux. Ce même Conseil devait annoncer en juin la voie choisie dans l'exploitation de la bâtisse, mais il a préféré décaler l'annonce pour l'automne, puis pour fin décembre. Avec une bâche censée durer trois années, ne nous dit-on pas tout simplement qu'il est plus simple de masquer l'horreur plutôt que décider comment occuper les lieux?

Sans compter que le bâtiment, au gré des saisons, est soumis à des conditions climatiques rudes. On s'entend que Montréal n'est pas le lieu de vacances préféré du béton. Elle l'est encore moins pour les ouvriers de la construction qui, depuis cet été, sont à l'œuvre pour finir la nouvelle station d'autocars de la ville. Dans ces travaux, il a fallu reconstruire le plancher en béton du rez-de-chaussée, une zone protégée des intempéries déjà en rénovation. Au total, huit millions de dollars sont déjà investis dans la finition de la gare. Mais pour le reste, il faut espérer que lorsque le sort de l'Îlot sera défini, il ne faudra pas tout reconstruire. Espérons alors que l'Îlot Voyageur connaîtra un autre destin que celui du mur de Berlin.

L'UQAM n'y pense plus

À l'autre bout de la rue, l'UQAM se laisse pousser des ailes depuis qu'elle a lâché le bâtiment au gouvernement. Dans ses états financiers de 2010-2011, l'apport de 27 M\$ a permis d'investir dans plusieurs programmes, alors qu'il était légitime de mettre cet argent dans la dette. En ces temps de rigueur économique, où l'objectif est de faire disparaître toutes les dettes, il faut reconnaître l'audace financière de l'Université qui mise sur le long terme plutôt que de succomber aux sirènes de l'austérité.

Arnaud Stopa
Chef de pupitre UQAM
Uqam.campus@uqam.ca





Les citoyens prédisposés aux troubles de l'humeur

Le blues de la métropole

Kariane Bourassa

Transports bordéliques, cacophonie, travail harassant: résider ou avoir longtemps vécu en ville multiplierait les chances de souffrir d'anxiété, de stress, de schizophrénie et d'autres troubles de l'humeur.

Habitée au calme et à la sérénité de la campagne, Élianne, étudiante originaire de Saint-Hyacinthe, a sombré dans la mélancolie lorsqu'elle s'est installée à Montréal pour poursuivre ses études. Le dynamisme de la faune métropolitaine l'a étourdie au point de nuire à ses études et à sa santé mentale.

à l'épicerie l'angoissait! «Je n'ai jamais été un modèle de stabilité émotionnelle, avoue l'étudiante. Mais je n'avais jamais perdu le contrôle de moi-même comme cela.»

À l'école, son attention diminuait, elle éprouvait de la difficulté à rester concentrée et perdait peu à peu sa motivation. «J'ai toujours été une élève studieuse, mais après mon déménagement j'ai coulé la moitié de mes cours,

fait courir quant aux troubles mentaux et à la santé en général. «Il est également possible d'entrevoir une nouvelle approche entre les sciences sociales, la neuroscience et les politiques publiques en vue de relever le grand défi pour la santé que représente l'urbanisation», peut-on y lire. Malgré la validité de l'étude, Jean-Rémy Provost, directeur général de Revivre,

«J'étais toujours angoissée et j'avais les nerfs à vif. Puisque ça ne semblait pas s'améliorer, mon chum m'a alors forcée à consulter des spécialistes.»

- Élianne, étudiante originaire de Saint-Hyacinthe

Le lien entre la vie en milieu urbain et plusieurs problèmes de santé mentale a pour la première fois été confirmé grâce à une étude internationale réalisée par des chercheurs de l'Institut Douglas, à Montréal, et de l'Université de Heidelberg, en Allemagne. Ils ont démontré que la vie urbaine a une incidence sur deux régions distinctes du cerveau, qui régulent les émotions et le stress. «Une grande majorité des troubles de l'humeur sont biologiques, mais l'environnement social peut avoir une grande influence», explique Stéphane Dandeneau, professeur au département de psychologie de l'UQAM. Selon le chercheur, la personne doit présenter une vulnérabilité émotionnelle qui, combinée au stress social, favorise le développement de problèmes comportementaux.

alors j'ai fini par abandonner», s'attriste Élianne en repensant à tout ce qu'elle a sacrifié.

Lorsqu'elle a quitté l'école et coupé les ponts avec tous ses amis, la jeune femme était devenue violente et ne se reconnaissait plus. Son copain a commencé à s'inquiéter. «J'étais toujours angoissée et j'avais les nerfs à vif. Puisque ça ne semblait pas s'améliorer, mon chum m'a alors forcée à consulter des spécialistes», confie-t-elle.

Étude révélatrice

Le chercheur montréalais Jens Pruessner et ses collègues allemands ont démontré que la vie urbaine est associée à une plus forte réaction de stress dans les amygdales du cervelet, zone cérébrale jouant un rôle dans la régulation des émotions et des humeurs. Publiée dans l'édition du mois de juin

un organisme de soutien aux personnes souffrant de troubles anxieux, affirme qu'il faut nuancer les conclusions. Les intervenants reçoivent des appels de détresse des quatre coins de la province, provenant autant des régions que des grands centres urbains. Mais pour certaines personnes prédisposées aux troubles de l'humeur, le chaos des villes peut agir comme un déclencheur de l'anxiété. «Les résidents de la campagne ne sont pas à l'abri du stress, précise le responsable. Mais les gens en ville sont plus sujets à l'instabilité émotionnelle, car il y a plus de facteurs stressants dans leur environnement.»

À la suite des recommandations de son médecin, Élianne est retournée dans sa ville natale afin de minimiser les facteurs de stress dans sa vie. Elle prend maintenant une médication quotidienne qui lui permet de contrôler ses sautes d'humeur. «Je suis consciente de l'impact que l'environnement a sur moi et je vais tout faire afin de minimiser les facteurs de stress», affirme-t-elle, résignée. Élianne sait maintenant que la ville n'est pas un milieu adéquat pour elle. «Je limite mes visites dans la grande métropole. Je ne veux plus jamais perdre le contrôle comme je l'ai fait.» ◀

Selon l'étude, le risque de troubles anxieux est de 21% supérieur chez les citoyens, chez qui l'on observe également une augmentation de 39% des troubles de l'humeur. De plus, l'incidence de schizophrénie est presque doublée chez les personnes qui sont nées et/ou ont grandi à la ville.

Pour Élianne, tout à Montréal était facteur de

«Une grande majorité des troubles de l'humeur sont biologiques, mais l'environnement social peut avoir une grande influence.»

- Stéphane Dandeneau, professeur au département de psychologie de l'UQAM

stress: l'autobus en retard, les passagers entassés dans le métro... même l'attente

de la revue *Nature*, l'étude met en lumière les risques que l'environnement urbain



Courtoisie: Matthew Spolin

Le chercheur montréalais Jens Pruessner et ses collègues allemands ont démontré que la vie urbaine est associée à une plus forte réaction de stress dans les amygdales du cervelet, zone cérébrale jouant un rôle dans la régulation des émotions et des humeurs.

Une carrière à l'international ?

Projets internationaux et Ingénierie globale

Maîtrise en génie

Un programme pour étudiants et professionnels en gestion et en génie

SÉANCE D'INFORMATION

Jeudi 3 novembre
18h00
Local B-4404

École de technologie supérieure
1111, rue Notre-Dame Ouest
Montréal H3C 1K3
Métro Bonaventure
514 396-8474
cite-ets@etsmtl.ca



École de technologie supérieure

La publicité dans les hebdomadaires

Information bouche-trou

Laura Pelletier B

Si les hebdomadaires maintiennent la cadence, ils pourraient bien se transformer en circulaires. Pour être rentables, la plupart des journaux de quartier doivent miser sur la publicité, jusqu'à en arriver à n'avoir qu'un seul journaliste permanent.

Deux collaborateurs, un caricaturiste, un journaliste permanent et une rédactrice en chef: c'est tout ce qu'il faut pour construire le *Cités Nouvelles*, l'hebdomadaire montréalais qui couvre l'Ouest de l'île. La pérennité du journal ne repose pas sur les professionnels de l'information; ce sont plutôt le superviseur et la directrice des ventes qui assurent sa survie. Secoués par la crise des médias imprimés, certains hebdomadaires ont dû réduire leur effectif et leur nombre de pages, pour faire une large place aux annonceurs.

Marie-Hélène Verville, rédactrice en chef du *Cités Nouvelles*, observe depuis 15 ans la baisse de l'espace rédactionnel dans les hebdomadaires. «Il y avait beaucoup plus de contenu avant.» Olivier Laniel, journaliste permanent au sein du même hebdo, croit que l'ajout d'un deuxième rédacteur syndiqué serait approprié, puisque ce journal de quartier couvre un vaste territoire. L'hebdomadaire couvre en effet sept villes québécoises, dont celles de Pointe-Claire, Kirkland et Dollard-des-Ormeaux, et deux arrondissements montréalais. «Avec les ressources que nous avons, si deux événements se déroulent en même temps, souvent, nous traduisons des articles du *Chronicle*, qui est notre équivalent anglophone, et vice-versa.»

Dans l'édition francophone, le pourcentage d'espace accordé à la publicité varie de 55% à 70%, selon la rédactrice en

chef. «Quand c'est 55%, on a une belle marge de manœuvre, et quand c'est à 70%, c'est une moins bonne semaine.» La quantité d'articles doit alors être commandée selon la volonté de l'éditeur. C'est lui qui décide de la proportion de publicité dans l'hebdomadaire chaque semaine, en tenant compte du nombre de pages, du budget et du nombre de copies imprimées. «Lorsque je reçois la maquette du journal, les publicités sont déjà placées et décidées. Il ne reste plus qu'à boucher les trous», ajoute Marie-Hélène Verville.

Même si chaque éditeur gère son propre journal, il doit suivre certaines normes, comme l'indique Stéphane Desjardins, éditeur chez Transcontinental, compagnie qui possède plus de 70 hebdomadaires au Québec. «Ce que la haute direction demande, c'est qu'en moyenne 60% à 70% de l'espace soit accordé à la publicité et le reste au contenu rédactionnel.» Il ajoute que la compagnie ne veut pas faire de la publicité sa priorité, mais que ces pourcentages assurent une bonne rentabilité.

Le respect de ce règlement est surveillé scrupuleusement. Chaque mois, les éditeurs doivent fournir un rapport au directeur général régional de Transcontinental. «On calcule nos affaires pour ne pas dépasser le 70% de publicité tout en restant rentables, indique Stéphane Desjardins. Au besoin, on ajustera le nombre de pages plutôt que le pourcentage de contenu, puisque c'est ce qui est important pour les lecteurs.»

Remonter la pente

Selon les données d'Hebdos Québec, une association qui regroupe 95% des hebdomadaires francophones québécois, l'industrie est en train de se relever. En 12 mois, le tirage total a crû de 806 000 copies, c'est-à-dire de 18%. Les hebdomadaires sont en tête des investissements publicitaires au Québec.

Pascale Bergeron, chef communication marketing pour Hebdos Québec, explique cette situation par la gratuité des hebdomadaires. «Sur 150 membres, seulement sept hebdomadaires sont vendus. Cette gratuité oblige une certaine quantité de publicité et un ratio de 50% contenu et 50% publicité ne serait pas rentable.»

Pour être membre de l'association, les publications doivent respecter certaines normes, comme exister depuis au moins un an, engager au minimum un journaliste à temps plein (peu importe la superficie du territoire couvert), avoir une première page à 80% rédactionnelle et au moins 20% des textes écrits par des journalistes à l'emploi du journal. «Ce n'est toutefois pas obligatoire d'être membre d'Hebdos Québec pour pouvoir publier», précise la chef communication marketing.

Selon la rédactrice en chef du *Cités Nouvelles*, ces règles auraient avantage à être resserrées. «La qualité des hebdomadaires est très inégale et leur réputation est entachée par certains éditeurs qui mettent trop l'accent sur la publicité. Une réglementation plus sévère obligerait

à augmenter le contenu, mais la situation est difficile à gérer puisque nous manquons de ressources.»

L'un des quatre présidents du conseil d'administration de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ), Christian Leduc, croit que la compétition entre les propriétaires d'hebdomadaires Quebecor et Transcontinental alimente la course aux profits publicitaires. «L'étanchéité entre la rédaction et la publicité est peut-être plus à risque dans un contexte de concurrence extrême entre deux entreprises qui veulent s'arracher les mêmes annonceurs.» Christian Leduc ajoute que l'AJIQ et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) ont souvent relevé des situations où un article signé par un journaliste avait dû être retiré ou corrigé pour aller dans le même sens qu'une publicité. Selon le code de déontologie de la FPJQ, le contenu journalistique doit pourtant être indépendant du contenu publicitaire.

La rédactrice en chef Marie-Hélène Verville reste positive, misant sur les points forts des hebdomadaires. «On a la chance de couvrir des choses que personne d'autre ne couvre. Nous ne sommes pas obligés de nous en tenir aux gros titres des quotidiens.» Elle admet tout de même rester sur ses gardes en ce qui a trait à la publicité, ayant vécu quelques cas où un publiereportage n'était pas identifié comme tel, ce qui lui donnait l'allure d'un article. «Je dois alors allumer la lumière rouge!» ◀

Hebdos régionaux

La rédactrice en chef du *Cités Nouvelles*, Marie-Hélène Verville, admet qu'elle jouit d'une certaine liberté, ce qui n'est pas le cas de tout le monde. «Nous couvrons deux arrondissements assez vastes et cela nous donne une certaine indépendance puisque nous ne sommes pas limités à une seule administration.» Dans certaines régions, tous les événements sont liés à une seule autorité, ce qui oblige les journalistes à penser dans le même sens qu'elle. «C'est plus difficile de couvrir les événements municipaux si la ville ne veut plus te parler», explique la rédactrice en chef.

La rencontre

Dans une entrevue accordée à Radio-Canada le 21 octobre, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp dévoilait son plan de refonte des commissions scolaires. Ou plutôt de fonte. Dans le radar: une diminution de 50% du budget des 69 commissions à l'échelle du Québec d'ici trois ans. Le projet s'est heurté à de vives réactions, notamment à celles du congrès libéral, la fin de semaine dernière, si bien que le plan Beauchamp devra faire l'objet de discussions et d'études supplémentaires afin d'être validé par son parti. Saine décision. Malgré l'urgence et la maladresse de l'annonce, la question des commissions scolaires mérite d'être débattue. Je suis capable de me défaire de mon «syndicaliste intérieur» pour me plier aux doléances de plusieurs professeurs, qui ne voient plus en leur administration fédératrice une source d'aide et de ressources, mais une bureaucratie fort coûteuse et déconnectée des enjeux principaux. Des enjeux qui se dessinent bien souvent entre un professeur et son élève, tout simplement. Plus de pouvoir aux écoles? Difficile d'être contre. Il faudrait en outre qu'une partie du montant économisé tombe directement dans les classes. Les écoles primaires et secondaires manquent de financement: il y a des indices pleins les murs et pleins les plafonds. Mais dans ce brouhaha autour des coupures, une déclaration, courte et subtile, m'a fait sursauter plus que tout.

Dans sa déclaration, Line Beauchamp ouvre la porte à une enveloppe à la performance (en d'autres mots, quand même). Le concept a contaminé l'industrie de la culture, et voilà qu'il vient empoisonner l'enseignement. L'idée? Récompenser les écoles qui atteignent des objectifs fixés par le Ministère. En d'autres mots: renflouer les coffres des établissements qui en ont le moins besoin. Du délire! Cette vision escamote la particularité profonde de l'enseignement: les vingt-cinq petites anges — les vingt-cinq petits «criss», selon la température, des êtres humains imprévisibles. Se peut-il qu'une école ne soit pas seulement la somme de ses enseignants? Se peut-il aussi que la performance des enseignants soit fortement liée au bagage génétique, à la santé mentale et à l'environnement de ses élèves? Si une école n'atteint pas ses objectifs, elle sera pénalisée (lire: laissée à elle-même), et, sans ressources supplémentaires l'année suivante, risque de s'éloigner sans cesse de ses objectifs. Tant pis pour les enfants! Si le Ministère faisait confiance à son personnel, la logique commanderait plutôt l'inverse. Une école en difficulté devrait bénéficier d'un meilleur suivi, d'intervenants spécialisés et d'un environnement propice à l'enseignement. Des ressources onéreuses.

L'idée de François Legault de mettre à l'épreuve les enseignants sporadiquement pour assurer leur compétence tend elle aussi vers une impossible et dangereuse codification du métier d'enseignant. Je fais davantage confiance aux professeurs formés qu'aux gestionnaires pour savoir ce qui est bon pour mes futurs enfants. Voyez-vous un homme à cravate se pencher au-dessus de la table d'opération pour surveiller le travail d'un médecin. «Olalala, Dr Côté, tu trembles...» À l'école, il y a de mauvaises et de bonnes classes, de mauvaises et de bonnes journées. Les mauvais professeurs, j'aimerais que ce soit les universités qui les détectent, et non les gestionnaires. Un diplôme devrait équivaloir à des compétences suffisantes. Mais c'est un autre dossier...

Les fonctionnaires du ministère de l'Éducation devraient être contraints à regarder le dernier film de Philippe Falardeau, *Monsieur Lazhar*. Pour leur rappeler qu'à la base, l'enseignement, c'est la rencontre de personnes, et non de critères.

Charles-Éric Blais Poulin
Chef de pupitre Société
societe.campus@uqam.ca



* Yogourt aux fruits 1.99\$
Valide seulement aux DD de la Place Dupuis et du métro Berri jusqu'au 24 juin 2012

DUNKIN' DONUTS
10% DE RABAIS SUR PRÉSENTATION DE VOTRE CARTE UQAM
*Sauf sur spéciaux



Problèmes avec le jeu?
JEU: AIDE ET RÉFÉRENCE
514-527-0140
1-800-461-0140 / 1 866 SOS-JEUX
www.jeu-aiderference.qc.ca

Manque de promotion de l'industrie vinicole québécoise

Bouder notre vigne

Philippe Lépine

C'est bien connu: les Québécois trinquent. Mais c'est souvent à la santé économique des Français que nous levons notre verre. Pour sauver son monopole, la Société des alcools du Québec privilégie les vins français au détriment des vignes d'ici.

Lorsqu'ils sont à la recherche d'une bouteille de vin qui accompagnera parfaitement le dîner, la très souriante employée de la Société des alcools du Québec (SAQ) propose à ses clients les traditionnels vins italiens et français. Ces conseils répétés en faveur du jus de la treille outre-Atlantique font bondir les producteurs vinicoles québécois. L'aimable préposée est-elle à blâmer? Les vins québécois ne représentent qu'un pour cent de tout ce qui se retrouve sur les tablettes de la SAQ.

Les vigneronnes qui vendent leurs produits à la société d'État ne doivent pas espérer cultiver la richesse. «La plupart du temps, on vend à perte. On le fait pour une meilleure visibilité de nos produits», affirme le président de l'Association des vigneronnes du Québec et propriétaire du vignoble l'Orpailleur, Charles-Henri de Coussergues, d'un ton résigné. Le traitement fiscal du vin et des cidres du Québec demeure la principale pomme de discorde. Les accords de l'Organisation mondiale du commerce signés en 1994 stipulent que le Canada ne doit pas favoriser ses produits locaux afin d'éliminer les entraves au commerce international. Les monopoles ont été tolérés à cette condition. Les producteurs vinicoles québécois n'ont donc pas le droit de vendre leurs produits partout (seulement sur place, dans les restaurants et dans quelques foires alimentaires) et n'ont droit à aucun tarif préférentiel.

La Liquor Control Board of Ontario – équivalent de la SAQ en Ontario – muserait toutefois davantage les produits ontariens à la suite d'une entente conclue avec les producteurs il y a près de 20 ans. Aujourd'hui, le détaillant ontarien compterait environ 40% de vins ontariens sur ses tablettes et favoriserait ainsi l'industrie vinicole dans la

province, selon Charles-Henri de Coussergues. La Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse feraient de même et nos voisins du Sud produiraient jusqu'à 70% du vin qu'ils consomment. Et si le cas de l'Ontario tarabuste quelque peu l'Union européenne, nul ne réussit à contrecarrer l'organisation de cette industrie provinciale en plein essor. «Théoriquement, on n'a pas le droit de faire ça, mais les accords ont finement été signés et on ne trouve plus les écrits. Le Québec aimerait bien arriver à une telle entente», souligne le gestionnaire de l'Orpailleur. C'est ce que l'Association des vigneronnes du Québec (AVQ) demande à l'État afin de développer une industrie vinicole aussi florissante au Québec. Charlotte Reason, présidente de l'Association des vigneronnes indépendantes, promet de faire des demandes plus énergiques que par le passé pour obtenir gain de cause.

Trop cher

Les contraintes climatiques, en partie déjouées grâce au développement de l'expertise, empêchent les vigneronnes d'être concurrentiels avec les grands exportateurs vinicoles. «On n'est pas en mode Bordeaux, où il faut liquider tous les tonneaux afin de continuer la production», explique Charlotte Reason. Certes, les producteurs remplissent de plus en plus de bouteilles, mais pas assez pour fournir les centaines de succursales de la SAQ qui écoulent très rapidement leur marchandise. La société d'État vend environ 180 millions de bouteilles par année. Devant ce chiffre colossal, la vente des quelque 200 000 bouteilles québécoises paraît comme un bouchon de liège dans un champ de vigne.

Selon Charlotte Reason, le pays de Vigneault manque de volonté. «Les vins québécois ne sont pas tellement payants pour la SAQ.

Elle préfère acheter des vins français à 1 \$ le litre et vendre les bouteilles à 20 \$», indique-t-elle. Dans une lettre publiée dans *la Voix de l'Est*, Léon Courville, propriétaire du Domaine les Brome, souligne que plusieurs organisations françaises paient la SAQ pour mettre en avant plan les vins français. Québec ne peut imiter cet appui avec ses producteurs, sous peine de perdre son monopole s'il favorise ses produits.

La gestion gouvernementale est un gros irritant pour les producteurs. L'industrie de la vigne repose sur quatre ministères – ceux de l'Agriculture, de la Sécurité publique, des Finances et du Développement économique – qui se passent le dossier comme une patate chaude.

Le nombre de producteurs vinicoles ne cesse d'augmenter au Québec. Il est passé de 25 à 98 en moins de 20 ans. L'offre est donc au rendez-vous aujourd'hui, mais le contexte administratif mine le travail des petits viticulteurs, selon Charlotte Reason. Encore victimes d'une mauvaise réputation, ils s'acharnent à maîtriser l'œnologie. «Après 30 ans de recherches et de développement, les vins québécois sont comparables à ceux de nos voisins européens. Plutôt qu'encourager la diversité agricole et de générer plusieurs emplois en région, la SAQ enrichit le monde», s'offense le président de l'AVQ. L'État voulait



Photo: Alexandra Cendron-Deslandes

Les contraintes climatiques, en partie déjouées grâce au développement de l'expertise, empêchent les vigneronnes d'être concurrentiels avec les grands exportateurs vinicoles.

même retirer le droit aux producteurs vinicoles du Québec de se rendre dans les festivals agroalimentaires et agrotouristiques servant à faire découvrir leurs produits. Une cause que la province a récemment perdue en Cour supérieure.

Si certains se plaignent des prix prohibitifs des vins québécois, il ne faut pas croire que les producteurs vinicoles s'enrichissent. Le métier de la vigne est davantage une passion qu'une courroie vers la prospérité. «Nous n'enregistrons bien souvent que des pertes et même si on se bat pour une meilleure valorisation, nous demeurons confrontés à cette grosse machine qu'est la SAQ», lance Charlotte Reason, indignée. ◀

Souvenir d'un apogée

Dans les années 1990, lorsque le Parti Québécois était au pouvoir, cinq producteurs vinicoles avaient fait des pressions auprès du gouvernement pour vendre leurs produits à la SAQ, qui leur refusait l'accès à l'époque. Finalement, la SAQ avait signé une entente leur permettant de toucher à 24% de la taxation sur les bouteilles. Un accord d'une durée de cinq ans censé être facilement renouvelable. «Avec ces compensations monétaires, on aurait pu avoir une industrie vinicole prospère jusqu'à la fin de nos jours», affirme Charles-Henri de Coussergues, qui faisait partie des contestataires. Le pourcentage de redevance est ensuite passé à 18%, puis 8% et même 0%. Il est récemment revenu à 18% jusqu'au 31 mars 2012. Un montant insuffisant, selon l'Association des vigneronnes du Québec.

Aide gouvernementale

Quelques subventions du ministère de l'Agriculture sont octroyées aux producteurs vinicoles par le biais du programme de Transformation alimentaire du Québec. Diffusées insuffisamment, les subventions offertes sont méconnues par plusieurs viticulteurs, croit Charlotte Reason, présidente de l'Association des vigneronnes indépendantes du Québec.

Complice de
votre quotidien...
à deux pas
de l'UQAM.

rabais étudiant 10% sur marchandises et services sélectionnés chez les marchands participants.



Berri-UQAM

845, rue Sainte-Catherine Est,
à l'angle de la rue Saint-Hubert
Téléphone : 514 284-3566



Place
Dupuis

Le service de covoiturage gay DrivePink

Sur la banquette arrière... Catherine Lévesque

Loin d'être l'affaire des *granos*, le covoiturage fait fureur dans toutes les sphères de la société. Grâce à un nouveau réseau rendu populaire sur Facebook, les membres de la communauté gaie peuvent s'escorter à travers le monde.

Marc Bou Jaoudé, 27 ans, n'a pas de voiture. Son conjoint, oui. Chaque année, le couple part en cavale. Direction: Provincetown, Massachusetts, une destination prisée par la communauté gaie. Leur vie achalandée les empêche toutefois de partager la route du retour. Marc Bou Jaoudé redoute le retour en solitaire: il reste muet durant onze heures, tassé dans un autocar bondé et somnole lors de son passage aux douanes aux petites heures du matin. Puisqu'il refuse de posséder une voiture, il n'a d'autre choix que de subir les

ronflements de ses voisins et les cris de jeunes enfants. «Je me suis rendu compte qu'il n'y a pas de covoiturage au niveau international.»

«On ne sait jamais avec qui on embarque. Si je passe plusieurs heures avec une personne, vais-je pouvoir parler de ma vie privée, de mon copain? On ne veut pas créer de malaise; tout le monde n'a pas la même ouverture d'esprit.»

- Marc Bou Jaoudé, co-fondateur de DrivePink

Son copain et lui décident donc de créer le site internet DrivePink, le premier service

de covoiturage international gay au monde, assure-t-il. Marc Bou Jaoudé, ingénieur en informatique, veut s'assurer qu'il ne parcourra pas de

longues distances aux côtés d'un *redneck* américain. «On ne sait jamais avec qui on

embarque, remarque-t-il. Si je passe plusieurs heures avec une personne, vais-je pouvoir parler de ma vie privée, de mon copain? On ne veut pas créer de malaise; tout le monde n'a pas la même ouverture d'esprit.»

Séduction entre deux haltes

Abonnée à AlloStop et Amigo Express, deux systèmes de covoiturage traditionnels, Ginette Dupuis fait l'essai de DrivePink depuis quelques semaines. Elle assume bien son homosexualité, mais admet tout de même que le service rend le covoiturage moins ambigu. «Si le conducteur est un homme, je sais au moins que je ne me ferai pas achaler, fait-elle remarquer avec humour. Le covoiturage m'arrange, comme je ne veux pas de voiture.» En couple, elle souligne toutefois que le service n'est pas une façon pour elle de faire des rencontres amoureuses. Pour d'autres usagers de DrivePink, l'expérience peut toujours aller plus loin, voire jusqu'à la banquette arrière.

«Si le conducteur est un homme, je sais au moins que je ne me ferai pas achaler. Le covoiturage m'arrange, comme je ne veux pas de voiture.»

- Ginette Dupuis, utilisatrice de DrivePink

Marc Bou Jaoudé admet ne pas avoir le contrôle sur l'utilisation que les gens feront de DrivePink. «Souvent, la première préoccupation d'un homme gay quand il conduit quelqu'un est de savoir s'il sera intéressant ou non», admet-il. Malgré tout, le co-fondateur de DrivePink est catégorique: le but de son organisation n'est pas de se trouver une aventure d'un soir. «L'image et la valeur qu'on veut véhiculer n'est pas de vendre le sexe, loin de là.» Malgré le caractère particulier du service, le co-fondateur de DrivePink assure

n'avoir reçu aucune plainte d'usagers victimes d'abus ou de harcèlement. Toutefois, il effectue moins de vérifications sur ses conducteurs que certains concurrents. Du côté d'Amigo Express, on exige le numéro de permis de conduire, l'adresse et le numéro de téléphone de tous les usagers. Le président-fondateur de la compagnie, Marc-Olivier Vachon, assure d'ailleurs que, grâce à ses précautions, il n'a jamais reçu de plainte pour harcèlement ou abus sexuels. «Des personnes avec de mauvaises intentions le feraient incognito, assure-t-il. Nous faisons un suivi très serré de tous nos départs et notre but est que chaque abonné se rende à destination.» Marc Bou Jaoudé estime quant à lui qu'il n'est pas là pour «faire la police» dans son organisation. Des recommandations de sécurité sont indiquées sur le site et on demande l'adresse de chacun, sans plus.

Amigo Express a déjà tenté de créer un covoiturage au féminin uniquement, mais l'idée avait été mal reçue par

qui rejoint à peu près toutes les sphères de la société. «Notre objectif est de démocratiser le covoiturage, soutient-il. Si c'est rendu populaire au point qu'on peut segmenter le marché, tant mieux!» Le président-fondateur pense toutefois que le concept de DrivePink pourrait nuire à la qualité du service. «C'est plutôt une communauté en ligne. Comme beaucoup de sites gratuits, les responsables ne sont pas axés sur le service à la clientèle.»

Danny Kronström, président de l'agence de voyages Touristiquement Gay, salue l'initiative de DrivePink. Il se questionne toutefois quant à la spécificité d'un tel service. «Est-ce qu'il est nécessaire que ce soit aussi ciblé? Personnellement, je prendrais le premier conducteur disponible, peu importe l'orientation sexuelle. De toute façon, je ne pense pas que ce soit un sujet de discussion pendant le trajet.» Professionnellement parlant, il n'écarte pas la possibilité de s'associer avec le système de covoiturage gay. «C'est un service essentiel, mais ce n'est pas tout le monde qui va l'utiliser», prévient Danny Kronström.

Le site Web de DrivePink n'est lancé que depuis le 1^{er} juillet 2011. Pourtant, le couple fondateur voit grand. «Nous voulons acquérir une base solide, partir d'un noyau en Amérique du Nord. Notre but est de desservir le monde entier, lance Marc Bou Jaoudé, ambitieux. Évidemment, ça vient de commencer. Nous nous donnons un an pour nous ajuster, pour faire la promotion du site.» Vu la nouveauté du service, Ginette Dupuis peine à trouver un conducteur qui la conduira à Québec. Pour les abonnés qui, comme elle, n'ont pas encore trouvé voiture à leur siège, le co-fondateur dit ne pas être inquiet. «Les gens doivent être patients. Ça vient de commencer.» ◀



SOiF
DE DÉPASSEMENT

Étudiant recherché à la maîtrise

« Dynamiques et risques côtiers sur les littoraux rocheux de la rive sud du Saint-Laurent »

- baccalauréat en géographie ou sciences de la terre
- connaissances en géomorphologie côtière souhaitables
- aide financière d'environ 20 000 \$ sur 2 ans, avec la possibilité de bourses d'études additionnelles
- début du projet : janvier ou septembre 2012

RENSEIGNEMENTS :
Guillaume_Marie@uqar.ca

UQAR
www.uqar.ca/geographie



En coulisse



Bâillonnés

David ne peut pas toujours vaincre Goliath. C'est devant ce dur constat que les auteurs et l'éditeur de *Noir Canada : Pillage, corruption et criminalité en Afrique* ont dû abdicquer le 18 octobre dernier devant la poursuite de 6 M\$ qui pesait sur leurs épaules. Et encore une fois, la loi du plus fort, celle de l'argent, nous prouve qu'un gros portefeuille peut faire plier les plus obstinés.

Publié en 2008 par les Éditions Écosociété, le livre met en lumière de nombreux abus commis par les compagnies minières canadiennes en Afrique. Il soulève aussi l'implication de ces dernières dans certains conflits qui ont décimé les populations locales au cours des décennies précédentes. Entrevues, rapports d'organisations internationales, travail d'enquête. Les preuves sont à l'appui. Malgré tout, les trois auteurs — Alain Deneault, Delphine Abadie et William Sacher — et la maison d'édition luttent depuis trois ans et demi lorsqu'ils ont choisi de s'incliner par l'entremise d'une entente à l'amiable.

La mise en demeure est déposée la même année par Barrick Gold, la plus puissante société aurifère du monde et l'une des multinationales dont les actes sont dénoncés dans l'ouvrage incriminé. Diffamation et fausses allégations. Six millions. En d'autres mots: ce que vous dites ne nous plait pas, taisez-vous! Les apparences sont peut-être trompeuses, mais avouons que de l'extérieur ça a tout l'air d'être une bonne vieille poursuite-bâillon. De celles qui exigent le silence, parce que la conversation entretenue s'en va dans une direction plutôt désagréable... pour le parti qui poursuit, on s'entend.

C'est également ce que la juge de la Cour supérieure du Québec concluait le 12 août dernier lorsqu'elle a statué que la poursuite intentée à l'égard des artisans de *Noir Canada* est «en apparence abusive». Sans être forcé de la retirer, l'entreprise minière a toutefois été alors dans l'obligation de verser 143 000 \$ pour les frais d'avocats de ses victimes. Six millions auxquels ont soustrait 143 000 \$. Ça fait tout de même 5 857 000 \$. Un gros paquet de bidous miroitant au terme d'une série de très longues procédures juridiques qui, soit dit en passant, coûtent aussi pas mal cher.

La décision positive n'a donc pas dû faire suffisamment le poids lorsque le trio d'auteurs et leur éditeur se sont assis et ont pesé le pour et le contre de la poursuite de cette saga judiciaire. Et cette dernière s'annonçait encore longue. La sauvegarde d'une réputation, quelle que soit la blancheur de celle-ci, a beaucoup de valeur. Alors lorsqu'on en a les moyens...

Poursuite, contre-poursuite, poursuite encore. Malheureusement, vérité ne rime pas du tout avec argent. Ou piastre, ou dollar, ou appelons-les n'importe comment! Cette réalité, combinée à l'acharnement de la Barrick Gold et la crainte d'une faillite probable, ont forcé les Éditions Écosociété et à ses preux chevaliers à plier.

Le 18 octobre dernier, ils se sont donc engagés à cesser la publication de l'ouvrage controversé. Une décision qui, bien que compréhensible, va à l'encontre de la liberté d'expression, de la liberté de publication et du droit à l'information.

Le 18 octobre dernier était décidément un jour noir pour le Canada.

Florence Sara G. Ferraris
Chef de section Culture
culture.campus@uqam.ca

Noir Canada est encore disponible dans les bibliothèques et maintenant sur le Web. Il suffit de taper les mots clés «Noir Canada» sur www.congoforum.be

Reprise de concepts étrangers à la télévision

Consommer du remâché

Philippe Lépine

En zappant frénétiquement d'une chaîne à l'autre, l'impression que la télévision diffuse les créations et la diversité d'ici est illusoire. Le contenu est bien souvent emprunté à d'autres pays et adapté à la sauce québécoise. Portait d'un petit écran d'occasion en perte d'originalité.

Assis confortablement dans le sofa, télécommande à la main, plusieurs se hâtent d'allumer le téléviseur pour apprécier avec fierté la télévision d'ici. Tout en plongeant une main dans le sac de croustilles, les téléspectateurs ignorent qu'ils encouragent davantage de créateurs américains, français, allemands, britanniques ou australiens que de québécois. Alors que l'on croit assister à une multitude d'œuvres originales, elles s'avèrent souvent inspirées de concepts étrangers. Les dimanches soirs, le Québec se tourne vers *Occupation double* et *Tout le monde en parle*; des concepts dupliqués mondialement. Force est de constater que les concepts importés sont ceux qui font exploser les cotes d'écoute. «Il est parfois moins risqué d'acheter un concept qui fonctionne bien à l'étranger afin que ça plaise à notre clientèle», plaide Claude Deraîche, directeur des communications chez MusiquePlus et Musimax. Une garantie de réussite qui n'est pas absolue lorsqu'il s'agit d'un nouveau scénario, comme le confirme la directrice générale de la programmation à Télé-Québec, Catherine Lejeune. Une étude du télé-horaire réalisée pour le compte de Yahoo! Québec par le chroniqueur et journaliste Steve

V et Télé-Québec. Radio-Canada remporte la palme, grâce à une programmation québécoise à 96%. V faisait piètre figure avec à peine 28%. À part l'émission du «gros cave» - Jean-François Mercier - et celle de Mario Dumont, la chaîne des frères Rémillard accumule les concepts étrangers comme *Un souper presque parfait* (britannique), *The Price is Right* (américain), *Remise à neuf* (israélien) et *Atomes crochus* (américain). Elle présente également plusieurs séries traduites comme *Glee*. De leur côté, TVA et Télé-Québec s'en sortaient respectivement avec 74% et 70%. «Ce n'est pas faute de recevoir de bons projets avec de bonnes idées de la part des créateurs québécois», soutient Catherine Lejeune. Même si plusieurs reprochent aux télédiffuseurs de ne pas être assez audacieux, ceux-ci prennent souvent le pari d'accepter des idées québécoises, selon la directrice générale de la programmation à Télé-Québec. «C'est une science. Il faut faire les bons dosages selon ce que les autres chaînes offrent à la même heure», estime Claude Deraîche, qui a travaillé à TQS auparavant. Certaines chaînes paient des fortunes pour acquérir des formules connues mondialement puisqu'elles ont une grande valeur sur le marché.

comme le décor ou le format. «On ne peut donc pas dire que Radio-Canada peut "adapter" à sa manière», tranche-t-elle. À l'opposé, certaines versions sont très dissemblables du

«Il n'est pas toujours simple de bâtir une grille horaire», admet le directeur des communications pour MusiquePlus et Musimax, Claude Deraîche. Selon les obligations du

«En vendant à l'extérieur, c'est comme de la confiture sur les toasts des producteurs, puisque la conception est déjà toute payée.»

- Claude Deraîche, directeur des communications chez MusiquePlus et Musimax

concept original, qui ne sert finalement que d'inspiration à la formule diffusée, assure Catherine Lejeune. Il suffit d'obtenir l'accord du créateur initial et le tour est joué.

Made in Quebec

La télévision d'ici n'est cependant pas la seule à tomber dans le panneau. Plusieurs créations québécoises originales ont été exportées, dont *Les Invincibles* et *Les Bougon* qui ont été adaptées en France. «En vendant à l'extérieur, c'est comme de la confiture sur les toasts des producteurs, puisque la conception est déjà toute payée», affirme Claude Deraîche. Il ajoute que les coûts d'une production québécoise sont nettement plus élevés que l'achat de formules «tout inclus».

Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, les télédiffuseurs sont contraints à combler et respecter un certain format de grille horaire.

Si une tendance à l'achat de formules étrangères est notable, elle varie cependant selon les saisons, qui elles, sont ponctuées par le renouvellement de la grille télé. La présence d'œuvres québécoises dans nos écrans dépend donc de la qualité et de la quantité de projets suggérés. Chose certaine, il est difficile pour le téléspectateur néophyte d'identifier les concepts étrangers. Un simple sous-titre en petits caractères dans le générique rappelle que la télévision québécoise n'est pas vraiment québécoise. ◀

«Ce n'est pas faute de recevoir de bons projets avec de bonnes idées de la part des créateurs québécois.»

- Catherine Lejeune, directrice générale de la programmation à Télé-Québec

Proulx, en février dernier, dresse un portrait plutôt sombre de la situation. Il s'est penché uniquement sur les émissions conçues et produites au Québec, diffusées du lundi au vendredi, entre 18h et 23h. Parmi les quatre chaînes généralistes - TVA, Radio-Canada,

«La notion de format étranger peut être relativement contraignante», affirme quant à elle la chef de promotion télévision et information à Radio-Canada, Nathalie Moreau. Elle explique que les émissions de variétés importées doivent conserver quelques éléments de la version originale,

STYLO
COIFFURE

1230, rue Saint-Denis
288-0127

Le tatouage, forme d'art

Avoir l'art dans la peau Catherine Lévesque

Impossible de ne pas se faire remarquer en étant couverts de tatouages de la tête aux pieds. Les rues de Montréal se transforment en musée à ciel ouvert où déambulent des œuvres vivantes.

De loin, on dirait un punk comme un autre, avec plus de tatouages. En s'approchant, il lève la tête, sourire en coin. Nul n'est capable de déterminer les traits de son visage sous les toiles d'araignée et autres insectes qui marquent son épiderme. Rick Genest est devenu, sous l'aiguille du tatoueur Frank Lewis, «Zombie Boy», un macabre personnage qui lui colle à la peau de façon permanente.

tatoue depuis plus de 25 ans. De toute façon, le visage est un endroit trop important. Je refuse de tatouer un visage vierge.» Mais l'artiste se fait prendre à son propre jeu. Trois semaines plus tard, le zombie-en-devenir revient avec des cercles noirs encrés autour de ses yeux et une tache sur le nez, tatoués à la dure, dans son lieu de refuge à Saint-Henri. «Le p'tit crisse. Je lui ai dit qu'il n'aurait jamais d'emploi. Mais il a une tête

des têtes de mort, ajoute le tatoueur, blagueur. Elle s'est rendu compte que nous sommes des artistes, que nous sommes capables de faire quelque chose de valable.» À ses débuts, Frank Lewis devient un expert en dessins de roses pour les femmes et en *Tasmanian Devil* pour les hommes, la demande oblige. Aujourd'hui, la mode du tatouage en est aux lettrages et aux portraits. «Que ce soit pour un souvenir ou pour décorer, chacun a ses raisons pour se faire tatouer. Chacun arrive avec son histoire et repart avec un complément artistique sur son corps.» Les petits tatouages n'ont plus la cote, selon Frédéric Metz. «En plus de couvrir de plus grandes surfaces, comme un bras complet, ils sont plus beaux, plus artistiques. On veut les montrer!»

Rick Genest - Alias «Zombie Boy», tient à son image de mort-vivant. Le jour de son 16^e anniversaire, il se fait opérer au laser pour une tumeur au cerveau, tout près de l'œil gauche. Son médecin avait alors prédit qu'il en garderait de graves séquelles. À sa grande surprise, il s'en tire indemne. «Je suis un survivant», déclare-t-il sans broncher. Jeté à la rue par ses parents peu après son opération, il part en cavale. Les amis qu'il se fait en voyageant entre Montréal, Toronto, Ottawa et Québec l'appellent «Zombie». «Dans le milieu punk, on a tous des



Photo: Raphaëlle Bonin

Autrefois, le tatouage permettait de définir sa place dans la société, comme les prisonniers ou les motards. Maintenant, c'est toute une industrie qui s'opère autour de cet art.

«Après quelques mois à dessiner sur des touristes, je me suis rendu compte que mon art allait se promener autour du monde. Il y a toujours quelqu'un qui regarde mon art quelque part.»

- Frank Lewis, tatoueur

Une telle œuvre ambulante demande des années de préparation, autant pour le cobaye que pour l'artisan. Tatoueur autodidacte, Frank Lewis vit par et pour ses dessins. Avant d'abandonner définitivement sa troisième année de secondaire, il ne se présentait qu'à ses cours d'arts plastiques. Jeune adulte, il dessine quelques tatouages ici et là, puis se résigne à peindre des vêtements à l'aérosol par la suite, ne voulant pas faire mal aux autres.

Mais l'art intradermique le séduit à nouveau. «J'ai fait mon premier tatouage seul, se vante-t-il. Aucun tatoueur n'arrivait à dessiner ce que je voulais.» Il ouvre son propre commerce il y a 11 ans et entreprend d'étendre son art. Parmi ses clients, le jeune *squeegie* qui paraîtra dans le vidéoclip de Lady Gaga, *Born This Way*. «Il est entré comme un client régulier. J'ai vu qu'il s'était tatoué les mains avec une machine artisanale. Il m'a demandé de lui arranger ça», se remémore-t-il. Des dessins d'os et quelques fils d'araignée plus tard, Rick Genest lui demande de faire son visage, ce que Frank Lewis refuse. «Je n'aime pas faire du mal aux gens, admet celui qui

de cochon», rétorque-t-il, amusé.

Le matériau de la peau est différent de tout autre médium en art. Non seulement c'est douloureux pour la personne qui se fait tatouer, mais c'est permanent, d'où la résistance de Frank Lewis à s'occuper de visages. «J'étais réticent de tatouer à mes débuts, reconnaît-il. Après quelques mois à dessiner sur des touristes, je me suis rendu compte que mon art allait se promener autour du monde. Il y a toujours quelqu'un qui regarde mon art quelque part.»

Autrefois, le tatouage permettait de définir sa place dans la société, comme les prisonniers ou les motards. Maintenant, c'est toute une industrie qui s'opère autour de cet art. «On les imprime sur les tissus pour en faire des vêtements, on se met de maquille pour donner l'impression que l'on en a, énumère le professeur à l'École de design de l'UQAM, Frédéric Metz. C'est très accepté, maintenant.»

Il y a quelques années, une dame dans la soixantaine s'est fait tatouer son chien défunt au salon appartenant à Frank Lewis. «Elle pensait qu'on ne pouvait faire que

surmoms. Les gens autour de moi connaissent mon histoire. Mon entourage m'a beaucoup encouragé à continuer mes tatouages.»

dessins sur la tête et le cou du zombie, le tatoueur a tout un frisson. «J'avais le sentiment que ce n'était pas fini, que mon travail allait être

Montréal et à demander des cigarettes aux étudiants de l'UQAM. «Sans mes tatouages, je ne suis personne. *I'm the illustrated man*», laisse-t-il entendre.

De fil en aiguille à tatouer, Rick Genest se taille une place de choix dans le monde. Célébrité instantanée, il est la muse du designer de mode Thierry Mugler et de Lady Gaga. Pour sa part, Frank Lewis regarde son art de loin. «Chaque artiste en inspire un autre». ◀

«Sans mes tatouages, je ne suis personne. *I'm the illustrated man.*»

- Rick Genest, alias «Zombie Boy»

Rick Genest amasse 17 000 \$ qu'il échelonne sur 10 ans pour compléter sa transformation. La journée où Frank Lewis termine les macabres

reconnu», se souvient-il. Pas de limousine, ni de garde du corps pour Rick Genest. Le zombie de 26 ans continue de se promener en *BMX* à

RICHARD O'BRIEN'S
THE **ROCKY HORROR** SHOW

BOOK, MUSIC & LYRICS BY RICHARD O'BRIEN

29, 30 & 31 OCTOBRE @ 20H30

GRAND PARTY EN COSTUME: 22H30

ADMISSION GÉNÉRALE (GENERAL ADMISSION): 30.00\$
ÉTUDIANTS & 65+ (STUDENTS & 65+): 20.00\$

Philippe Gobeille
Metteur en scène / Director

Christiane Jean
Directrice Musicale / Musical Director

+
un ensemble de
23 comédiens!

LIVE! LIVE! LIVE!

THEATRERIALTO.CA 514 770-7773
TICKETPRO.CA 514 790-1111
LOGES/BOOTHES/GROUPES - LOGES/BOOTHES/GROUPES
514 268-7069 - ECAROSIELLE@GMAIL.COM

Champ libre

Baromètre

Réplique à l'article « Ballerin(e)s », publié le 30 septembre dernier dans le *Montréal Campus*.

Dans sa livraison du 30 septembre dernier, *Montréal Campus* publiait sous la plume de la journaliste Catherine Lévesque un article intitulé *Ballerin(e)s*, qui devait traiter de l'accession au métier de danseur. Unique référence québécoise en matière d'enseignement et de formation professionnelle en danse classique, l'École supérieure de ballet du Québec a répondu avec enthousiasme à la demande d'entrevue de Catherine Lévesque. Nous avons promptement organisé un entretien avec Madame Anik Bissonnette, directrice artistique, ainsi qu'une séance de photographie dans l'une de nos classes de garçons.

Or, la qualité du travail de *Montréal Campus* dans ce dossier nous a vite fait déchanter. Nous nous attendions d'emblée, à une recherche rigoureuse et à des faits rapportés de façon exacte, dans un souci d'objectivité. Malheureusement, nous avons plutôt eu à faire corriger le prénom de Mme Bissonnette ainsi que l'importance relative du nombre de garçons au sein de notre établissement. Plus grave encore, nous nous sommes heurtés à la mauvaise foi de la rédactrice en chef, qui ne voit pas de problème à rapporter des propos sans vérifier leur véracité.

En faisant la part belle au témoignage d'un seul jeune homme, l'article de Catherine Lévesque laisse entendre de manière insidieuse que les professeurs de l'École supérieure de ballet du Québec exercent des pressions indues sur les élèves, les poussant à l'anorexie et les incitant à consommer des substances illégales. Non seulement la journaliste n'a nullement abordé ces questions avec Mme Bissonnette, mais elle n'a sollicité aucun professeur, pas plus qu'elle n'a demandé à consulter notre service de santé. L'École supérieure de ballet du Québec se soucie sérieusement de la santé physique et psychologique de ses élèves, que jamais elle ne subordonne à des préoccupations artistiques, quelles qu'elles soient. Notre équipe pédagogique se serait fait un plaisir de répondre en détail à des questions à cet égard.

Nous espérons que ce texte tendancieux ne dissuadera pas des jeunes talentueux d'épouser leur rêve de faire carrière en danse.

Lili Marin
Responsable des communications et du marketing
à l'École supérieure de ballet du Québec

Réponse de l'équipe de rédaction

Le *Montréal Campus* offre, depuis plus de 30 ans, une occasion aux jeunes journalistes de l'UQAM de faire leurs premières armes dans le métier. L'équipe de rédaction, entièrement composée d'étudiants, se dévoue pour offrir une information de qualité à ses lecteurs.

Aussi, lorsque Lili Marin, responsable des communications et du marketing à l'École supérieure de ballet du Québec, nous a contacté pour nous avertir d'erreurs présentes dans le texte de Catherine Lévesque intitulé «Ballerin(e)s», nous nous sommes empressés de les corriger. Il s'agissait d'une faute d'orthographe dans le prénom d'une intervenante ainsi que d'une erreur factuelle ayant trait à la proportion d'hommes fréquentant l'établissement. Bien que nous fassions tous les efforts possibles pour l'éviter, il est normal que des erreurs se glissent de temps à autre dans un texte. C'est le cas de tous les journaux, aussi professionnels soient-ils.

Toutefois, les accusations de Lili Marin selon lesquelles le *Montréal Campus* publie volontairement des informations erronées sont graves et infondées. Dans le passage critiqué par Mme Marin, la journaliste Catherine Lévesque ne fait que rapporter le témoignage de Guillaume Tisseur, élève de l'École supérieure. Elle prend soin d'utiliser le conditionnel et de spécifier que ce sont les impressions et témoignages du jeune danseur.

En tant que journal indépendant, notre travail n'est pas de faire la publicité d'une institution ou d'un groupe. Nous tentons toujours de dresser le portrait le plus complet possible de la problématique que nous traitons, entre autres grâce aux témoignages d'intervenants crédibles. Le *Montréal Campus* et moi-même sommes extrêmement vigilants quant à la véracité des faits que nous rapportons, et nous continuerons notre travail en ce sens.

Émilie Clavel
Rédactrice en chef
redacteur.campus@uqam.ca

Cinéma

Vacuum

Michaël Poirier Martin

partout il fait sombre
sous un éternel tapis roulant
de nuages
nos yeux se creusent à l'ombre
de nos arcades
et ça souffre un peu partout
dans les racoins
comme dans les grandes
artères
au milieu des tentes des
manifestants
dans le tumulte où personne
n'écoute
une crise de général
une crise générale

mais la chute achève
le vide approche d'être vide
pour vrai

le gouffre a un fond
la fin des abîmes
c'est demain

un film pour enfin dire tout
ça
un film essentiel
nécessaire dans l'urgence
un film lourd à porter
pas conçu pour être aimé
avec ses longs plans braqués
sur la laideur
la laideur longtemps
un film qui cerne le vide en
son tout

tout
le mal-être québécois
le mal-être occidental
le mal-être tout court
un cul-de-sac linguistique
une sexualité déréglée
un vide spirituel
une insensibilité inhumaine

Montréal à feu et à sang

habitée par des citoyens
inhospitaliers
sorte de fantômes titubants
sorte de fourmis carnivores
qui dévorent l'asphalte
à défaut d'avoir autre chose
de quoi se nourrir

un constat du contresens
un manifeste courageux
porté par des artistes sincères
un portrait d'un monde qui
tourne contre sa nature

malgré tout
de la lumière
parce qu'elle existe
des poètes de chez nous
avec des mots plus beaux
que les mots
une contemplation
et une question :
toi, ami de la nation
frère de la Laurentie
te lèveras-tu demain avec les
idées claires



à la croisée des innombrables chemins
sauras-tu reconnaître duquel
tu es arrivé
et trouver son prolongement
dans la brume?

Laurentie, de Mathieu Denis
et Simon Lavoie,
Québec/Canada, 120 min.
En salles le 28 octobre.

Livre

Exercice de style

Thomas Dupont-Buist

Il est assez rare de voir du théâtre de mots à Montréal. Du théâtre où le décor n'existe pratiquement pas, où la gestuelle des acteurs importe peu et où l'éclairage ne sert qu'à attirer l'attention du spectateur sur le visage des acteurs. Il est encore plus rare de voir un théâtre sans histoire, sans début ni fin. C'est pourtant l'intéressante proposition de l'Espace Go jusqu'au 12 novembre 2011. Avec *Oulipo show*, on retourne le temps d'une soirée en 1988, aux débuts de

la compagnie Ubu, question d'en fêter les 30 ans.

L'Oulipo, c'est l'Ouvroir de Littérature Potentielle, un mouvement de surréalistes ayant décidé d'écrire sous la contrainte, n'importe laquelle. «L'auteur oulipien est un rat qui construit lui-même le labyrinthe dont il se propose de sortir», disait Raymond Queneau. Il en faisait entre autres partie, avec George Perec, Italo Calvino et Jean Lescure. À l'époque Denis Marleau et sa bande d'Ubu avaient décidé de monter un spectacle basé majoritairement sur les *Exercices de style* de Raymond Queneau. Une idée un peu folle, étant donné l'absence complète de trame narrative. Ça avait

pourtant merveilleusement fonctionné et c'est toujours le cas 23 ans plus tard.

Ne vous attendez pas à une pièce conventionnelle. Ici, on est dans la littérature expérimentale interprétée à voix haute. Et quelle interprétation! Carl Béchar, Pierre Chagnon, Bernard Meney et Danièle Panneton sont loin d'avoir perdu la main (ou devrais-je dire la langue?). Ces exercices langagiers nécessitent une diction hors pair et les acteurs nous semblent encore bien au-delà de ce niveau. On dirait presque qu'ils ont continué de répéter, chaque matin en se levant, un petit bout d'*Oulipo show*, juste pour garder la forme. Ce spectacle est un véritable

bonheur pour l'adepte du langage. On a souvent dit du théâtre de Denis Marleau qu'il est entièrement destiné aux oreilles. C'est parfaitement vrai. Sans passer par les 99 façons de raconter une même histoire, l'*Oulipo show* doit bien en couvrir la moitié. Vous entendrez donc la même histoire contée par deux acteurs finissant les mots de l'autre, avec un accent anglais, français, de façon injurieuse, olfactive et en aparté. Mais vraiment, il faut l'entendre pour comprendre la puissance de ce marathon des mots à la fois hilarant et impressionnant.

Oulipo show à L'Espace Go jusqu'au 12 novembre 2011.

Expo

De partout jusqu'à nous

Sandrine Champigny

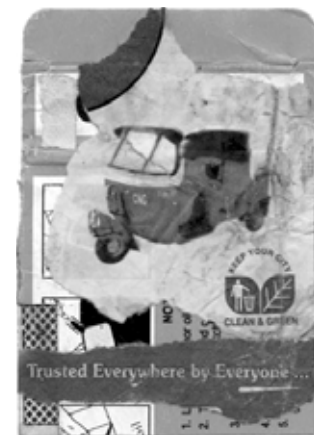
Carl David Ruttan est un grand voyageur. C'est le fruit de ses voyages et de ses découvertes qu'il étale dans sa nouvelle exposition, *Trusted Everywhere by Everyone...* L'artiste en profite d'ailleurs pour lancer dans un même élan un folio en édition limitée, *Big Winner*, et un livre d'écrits sur son œuvre, *Printoptik*.

Le lancement de ces deux œuvres concomitantes permet de mettre en relief le travail de l'artiste, spécialiste du

collage. L'exposition présentée à la Galerie Maison Kasini regroupe une magnifique série de collages, tous faits à partir de morceaux de papier, de cartouches de cigarettes, bref de matières que Ruttan amasse au fur et à mesure de ses voyages. La particularité, mais aussi la qualité du travail, réside dans la façon de présenter les œuvres. L'artiste fait un collage en très petit format pour ensuite le numériser en haute résolution et l'agrandir pour créer un tirage qui accompagne l'œuvre miniature. Le grand tirage comme l'original en petit format sont exposés, l'un à côté de l'autre. Difficile de ne pas voir en l'art de Ruttan un art décoratif, pourtant au-delà de

l'esthétisme de ses œuvres se lit une interprétation du monde propre à l'artiste qui amène une profondeur à l'exposition. En assemblant une image de soldat et une illustration d'un champignon nucléaire, par exemple, il réussit à faire passer un message sur la guerre d'une façon originale. Le côté ludique de son œuvre est lui aussi exploité et vient créer un équilibre dans l'œuvre générale.

L'utilisation des couleurs vives permet à l'exposition d'être très dynamique, très accrocheuse, ce qui est d'ailleurs une de ses grandes qualités. L'art postmoderne peut parfois sembler complexe, mais *Trusted Everywhere by Everyone...* de Carl David



Ruttan allie esthétique et propos engagé en toute simplicité pour créer des œuvres accrocheuses et non conformistes.

Trusted Everywhere by everyone... À la Galerie Maison Kasini, du 19 octobre au 19 novembre.

Campagne automne 2011

fondsvert

La matière grise au service d'un campus vert

Appel de projets pour concrétiser votre vision écoresponsable

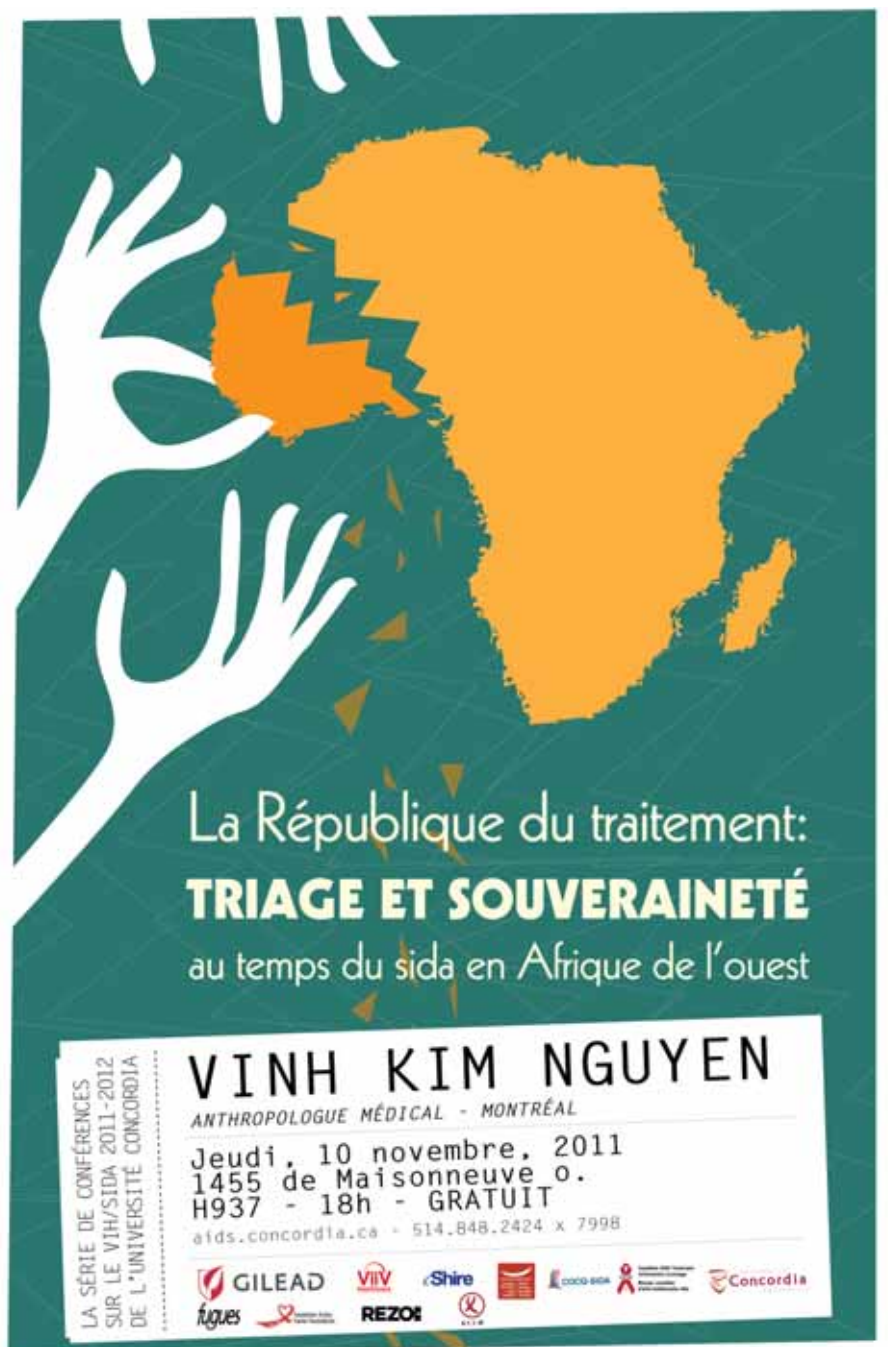
Le Comité institutionnel de la Politique en matière d'environnement invite toute la communauté universitaire à proposer des projets en matière de développement durable.

- Les projets devront être en lien avec les thématiques de la politique en matière d'environnement (politique n° 37)
- Montants des financements :
 - 1000 \$ pour les projets mineurs
 - 4000 \$ pour les projets majeurs

Date limite de dépôt de projets
Lundi 7 novembre 2011

UQÀM

developpement-durable.uqam.ca
→ section Fonds vert



La République du traitement:
TRIAGE ET SOUVERAINETÉ
au temps du sida en Afrique de l'ouest

VINH KIM NGUYEN
ANTHROPOLOGUE MÉDICAL - MONTRÉAL

Jeudi, 10 novembre, 2011
1455 de Maisonneuve O.
H937 - 18h - GRATUIT
aids.concordia.ca - 514.848.2424 x 7998

LA SÉRIE DE CONFÉRENCES
SUR LE VIH/SIDA 2011-2012
DE L'UNIVERSITÉ CONCORDIA

GILEAD, VIV, Shire, REZOI, Concordia

Université d'Ottawa

uOttawa PORTES OUVERTES AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES

Jeudi 3 novembre 2011 au Centre universitaire

APPRENEZ-EN PLUS SUR:

- » Les programmes de maîtrise et de doctorat
- » Les critères d'admission
- » Les bourses et l'aide financière

Venez rencontrer les représentants de nos facultés et services lors du salon de l'information.

Jusqu'à 85 \$ en allocation de déplacement pour les étudiantes et étudiants qui viennent de l'extérieur pour assister à cet événement à l'Université d'Ottawa. Veuillez vous inscrire à decouvrezOttawa.ca/portesouvertes.



» uOttawa